

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 22/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ArcelorMittal France - Crassier de Marspich

Usines à Chaud - Portier de la Vallée
57700 HAYANGE

Références : HAYANGE_AMF_Crassier_2022-06-15_RAPVI_Tensch_SDH_23951

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement ArcelorMittal France - Crassier de Marspich implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 HAYANGE. L'inspection a été annoncée le 20/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la surveillance des modalités d'écoulement des eaux du ruisseau de Marspich au niveau du tronçon situé en partie ouest de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Crassier de Marspich
- Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 HAYANGE
- Code AIOT dans GUN : 0006201497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 7 novembre 2007 modifié autorisant la société ArcelorMittal à exploiter sur le territoire des communes de Serémange-Erzange, Florange et Terville, les installations de stockage de déchets industriels, de coke et de soufre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- eaux de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Ecoulement de la Tensch	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 5.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le respect des dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 modifié.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Ecoulement de la Tensch

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 5.1.2
Thème(s) : Autre, Ecoulement de la Tensch
Prescription contrôlée : Deux grilles sont disposées en amont à l'entrée de la canalisation souterraine afin de recueillir les objets flottants charriés par le cours d'eau, risquant d'obstruer la canalisation. L'exploitant procède à une surveillance et un nettoyage hebdomadaire des grilles, de plus un contrôle est systématiquement diligenté lors d'un orage. Une aire d'expansion des eaux, en cas de crue, est aménagée par l'exploitant en amont. Cette aire est régulièrement entretenue.
Constats : La présence des deux grilles (pré-grille et grille) disposées en amont de l'entrée de la canalisation souterraine a été constatée. L'exploitant a présenté le standard de "Contrôle et gestion du ruisseau de Marspich" encadrant les opérations de surveillance et de nettoyage de la zone du ruisseau de Marspich située en bordure ouest de la zone co-produits. Celui-ci comporte les mesures opérationnelles de contrôle et de gestion courantes et en cas d'intempéries suivantes : - contrôle : en dehors des périodes de fortes intempéries, une surveillance quotidienne est effectuée sur site (ronde). En complément, une caméra permet d'assurer la surveillance à distance et en continu du ruisseau et de l'état d'encombrement de la pré-grille avec retransmission au PC sûreté. En cas d'intempéries, des rondes répétées sont réalisées sur la zone et en particulier au niveau des grilles mais également au niveau des différentes chambres d'accès à la partie canalisée du ruisseau (si praticables) afin de vérifier le bon écoulement des eaux. Chaque ronde donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu (vu les comptes-rendus du 18 mai 2022 - période sèche, et du 23 mai 2022 en lien avec les rondes de 8h, 13h20 (suite à alerte météo) et 16h30. L'ensemble des interventions réalisées sur cette zone est consigné dans un registre informatique ; - entretien : un entretien préventif des deux grilles est effectué chaque vendredi avec retrait des encombrants et mise en benne (l'inspection a constaté la présence d'éléments très grossiers de type panneaux de bois, de bidons, déchets plastiques, lingettes et branchages dans la benne permettant de collecter les éléments retirés des grilles). Un entretien du bassin de retenue (visant à la conservation de sa pleine capacité) ainsi que de l'abord de la pré-grille et des accès aux chambres d'inspection de la partie canalisée du ruisseau est réalisé une à deux fois par an. En période d'intempéries, des interventions sont réalisées autant que nécessaire afin de permettre le bon écoulement des eaux. S'agissant de l'aire d'expansion des eaux de 4000 m ³ minimum dont la mise en place a été prescrite par l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-42 du 3 février 2005 (dont les dispositions ont été abrogées par l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 7 novembre 2007), l'exploitant a déclaré réaliser des travaux d'entretien réguliers (débroussaillage) mais également des travaux d'agrandissement du bassin, initiés en juillet 2020 et poursuivis jusqu'en mai 2022 (vu le fichier "Planning des travaux Espaces Verts prestataires extérieurs). Il a également déclaré disposer d'un volume minimal de rétention de 10 415 m ³ (sur la base de relevés topographiques de janvier 2022 ne tenant pas compte des travaux d'entretien et d'agrandissement réalisés en mai 2022) au niveau de la zone située sur la rive gauche du cours d'eau. Il est à noter que l'ouvrage souterrain permettant la circulation du ruisseau sous le crassier de Marspich date de 1907 et comporte un ensemble varié de 22 tronçons de diamètres allant de 0,8 à 3 mètres constituant un réseau de 1800 mètres de long. Cet ouvrage fait également l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien (vu le bon de commande du 11 octobre 2021 en relation avec une opération de retrait de poutrelles métalliques au niveau de la chambre d'inspection de la villa romaine).
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet